

J'ai dû louper un épisode...

les interviews de Pascale Fourier

Christian Laval,

docteur en sociologie, auteur avec Pierre Dardot de La nouvelle raison du monde, éditions La Découverte, 2009

Interview du 24 Mars 2009

Thème: Néolibéralisme !

Partie 2 / 4

Néolibéralisme: la transformation de la nature de l'Etat lui-même

Cette concurrence n'a pas été seulement le produit de l'intervention politique des Etats. Ça a été plus encore le principe d'organisation de l'État, et ce qui caractérise peut-être le mieux cette rationalité néolibérale dont nous parlons, c'est le fait que le gouvernement, l'activité gouvernementale a eu comme logique celle de l'entreprise.

Et ce qui est particulièrement intéressant, c'est de voir que le droit public, le droit administratif, s'est de plus en plus calqué, modelé, sur cette figure, cette logique de l'entreprise privée qui a été, non seulement sur le plan idéologique mais sur le plan même des formes d'activités, érigée en une espèce de modèle absolu. Les Américains, par exemple, à la fin des années 80 expliquent que, l'action gouvernementale, c'est en fait une activité entrepreneuriale. Le mot d'«entrepreneur» n'est plus seulement appliqué aux agents privés. C'est désormais le modèle de l'action publique. Et cette logique de l'entreprise, on la voit à l'œuvre aujourd'hui partout, et elle a des effets politiques majeurs.

On la voit partout? Il suffit de regarder comment, en France, on essaie de transformer l'administration par ce qu'on appelle la « gestion », la « nouvelle gestion publique », en fait l'introduction de principes de management, des principes d'évaluation, qui consiste à faire en sorte que l'on introduise des modèles, des techniques de calcul de comptabilité de ce que font les agents publics; et on essaie de les mettre en concurrence les uns avec les autres pour les stimuler, pour faire en fait comme si tous ces agents publics ne devaient fonctionner qu'à l'intérêt privé. On transforme au fond les administrations en espèce d'entreprises qui auraient à agir dans des situations de marché. En somme, on considère que désormais nous n'avons plus affaire à des citoyens, mêmes plus à des usagers, mais à des consommateurs. Des consommateurs d'école, des consommateurs d'hôpitaux, des consommateurs de services postaux, etc.

Donc finalement, avec cette rationalité néolibérale, nous avons affaire à quelque chose qui n'a pas été souvent souligné ou pas suffisamment : nous avons affaire à une

transformation de l'État lui-même. Si je voulais résumer, je dirais que l'État a désormais pour fonction de transformer la société en instaurant partout où c'est possible des situations de marché. Mais pour ce faire, l'État est amené à se transformer lui-même selon des logiques d'entreprise de sorte que finalement, de la tête de l'État jusqu'à la base, nous avons affaire à quelque chose de nouveau: une chaîne managériale, et c'est le terme qui est maintenant utilisé dans la fonction publique, une chaîne managériale qui va du Président jusqu'au plus humble des agents publics. Et ne nous étonnons pas à ce moment-là que les maximes les plus anciennes, que les principes constitutionnels, que le droit public soient mis à mal et que l'on puisse aujourd'hui repérer toute une série de violations ou de transgressions de ce qui faisait autrefois la démocratie libérale, c'est-à-dire par exemple la division des pouvoirs ou le respect d'un certain nombre de normes déontologiques.

Pourquoi ne faut-il pas s'étonner ? Eh bien simplement si l'État fonctionne aujourd'hui comme une entreprise, à sa tête, il y a un super PDG, qui va faire passer avant toute chose, avant toutes les normes de droit public, avant même je dirais tous les principes constitutionnels et tous les principes moraux si je puis dire, qui va faire passer une logique d'efficacité. Et c'est ce que nous voyons partout. À l'hôpital, à l'école, à la Poste, dans les chemins de fer, partout, on oppose à la logique du choix citoyen, de la délibération démocratique, partout on oppose la même logique qui est celle de l'efficacité qui doit primer sur toute autre considération. Et cette logique d'efficacité, qui suppose donc une situation de marché et la logique de la concurrence, est en train de faire effondrer la démocratie telle que nous l'entendions dans les démocraties libérales. On peut même voir un certain nombre de modèles de cela. Le modèle berlusconien par exemple qu'il est un peu le pendant du modèle sarkozien, finalement c'est celui, je reprends l'expression de Berlusconi, c'est celui d'une « démocratie compétitive ». C'est-à-dire qu'au fond ce qui importe, c'est que le système politique, le système des partis, le système des médias, soit compétitif, efficace, et surtout puisse reconduire toujours les mêmes au pouvoir, puisque derrière il y a évidemment des logiques de reconduction des élites au pouvoir.

Alors au fond, au début nous parlions de la crise économique... Non seulement la crise économique ne met en cause définitivement le néolibéralisme, mais on peut même craindre que cette crise économique invite à une sortie néolibérale, vers une certaine radicalisation dans le sens que j'ai indiqué. Pourquoi ? Eh bien parce que, en situation de crise, on a besoin de mesures d'urgence, de mesures de sauvegarde, et d'une certaine logique d'efficacité justement. On est en train de nous dire que nous sommes en état d'urgence, dans un espèce d'état d'urgence économique. Et bientôt peut-être cet état d'urgence économique, qui pousse par exemple à transgresser un certain nombre de dogmes du laisser faire, peut-être que demain cet état d'urgence sera un état d'urgence social ou politique. Et qu'on pourra peut-être invoquer justement une logique d'efficacité contre des principes démocratiques.

Donc moi je crois, si vous voulez, qu'on aurait tort, comme on l'entend trop souvent aujourd'hui, de dire que la page du néolibéralisme est tournée. On chante trop tôt victoire. Et par là même, on se désarme. Et en se désarmant, on ne prépare pas la véritable alternative. Et c'est bien de cela qu'il s'agit, et tout le travail que nous avons fait de ré-interprétation, de relecture du néolibéralisme conduit à cela.

Au fond la question est posée, je dirais, à la Gauche. Soit cette Gauche se contente de penser que, le libéralisme, ça a été le laisser-faire et qu'au fond on peut s'appuyer sur les bonnes vieilles recettes de l'Europe et qu'il s'agit de faire une Europe plus efficace qui répondra mieux aux problèmes... Soit on se contente de ça, soit on se dit: « Au fond, nous sommes trompés, nous nous sommes trompés: ce à quoi nous avons à faire, c'est à un État qui est en train de se transformer selon cette logique de concurrence et il faut maintenant penser à tout à fait autre chose ».

Alors est-ce que ça sera le retour à la bonne vieille solution social-démocrate du compromis entre les classes appuyé sur l'État social et l'État éducateur ? Ça peut être pour certains une voie. Mais, ça peut-être aussi l'invention d'une autre rationalité. Nous l'appelons « la rationalité du commun », la « raison du commun », c'est-à-dire essayer de repenser une organisation sociale, une organisation du lien humain, qui soit fondée sur des pratiques de solidarité,

de coopération, non pas organisée de façon administrative comme ça été le cas avec le compromis social-démocrate, mais une organisation du commun qui puisse prendre en charge les activités humaines et qui soit en quelque sorte la logique contraire à celle du néolibéralisme. Non pas la logique de la concurrence partout, mais la logique de la pratique coopérative, la pratique du commun maximal. Et c'est peut-être en pensant dans cette voie-là - nous ne prétendons aucunement avoir un programme défini et ce n'est pas du tout notre propos -, mais je crois que c'est en essayant de penser dans ces horizons-là, selon ces pistes-là que l'on aura le plus de chances d'éviter les pièges qui nous sont aujourd'hui tendus.

Le principal piège aujourd'hui qui nous est tendu, c'est celui du retour de l'État, ce que nous appelons « le fétichisme de l'État ». C'est au fond de croire que c'est le marché qui est en crise et que le salut viendra de l'État. Il me semble que là c'est une impasse et qui pourrait être une impasse dangereuse parce que l'État, ça peut être aussi des logiques de contraintes et de forces qui ne sont pas tout à fait souhaitables